

Démission du Gouvernement : Pour rien ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 17 MAI 2021

851

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



M5-RFP

Et maintenant ?



Grève de l'UNTM : L'État, seul responsable !

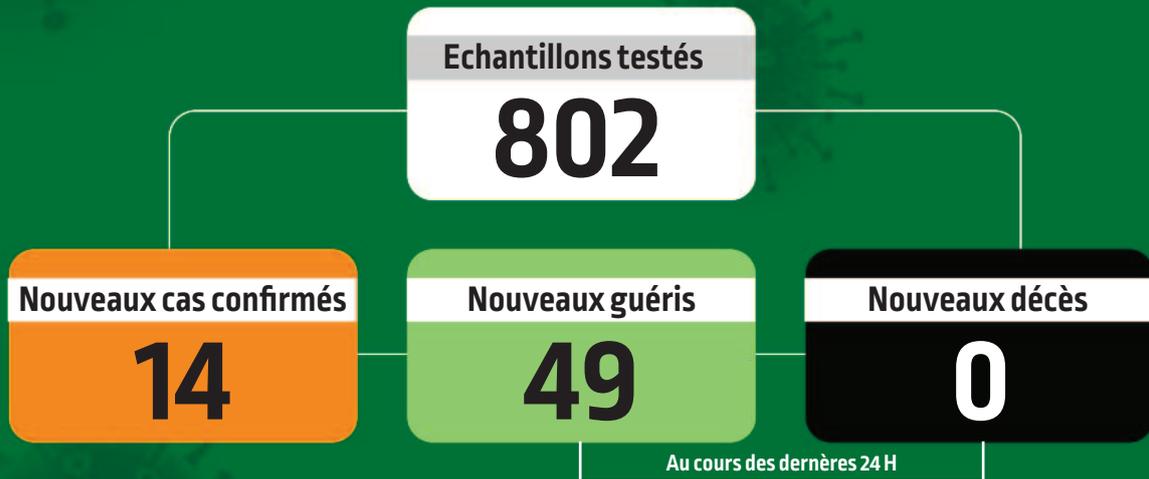


Non-bancarisation des paiements des militaires :
L'UE bloque 56 milliards FCFA

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au dimanche 16 mai 2021



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Une	M5-RFP : Et maintenant ?	P.4
Brèves	Mali : La CMA entrave (encore) le processus de paix	P.11
	Mali : Saisie d'armes et de munitions par des casques bleus près du Niger	P.11
	Dissolution du gouvernement : Reconstitution de Moctar Ouane comme nouveau premier ministre	P.12
	Transition malienne : Assimi Goïta peut-il rester au pouvoir ?	P.12
Actualité	Mali : Amputations par des jihadistes pour vol présumé, l'ONU offre son aide	P.15
	Brigade territoriale de Dogodouman : Le ministre Koné inaugure les nouveaux locaux	P.16
	Grève de l'UNTM : L'État, seul responsable !	P.17
Politique	Mali : La junte militaire confrontée à sa propre survie !	P.19
	Non-bancarisation des paiements des militaires : L'UE bloque 56 milliards FCFA	P.20
	Démission du Gouvernement : Pour rien ?	P.22
Culture & société	Une histoire émouvante : « DEMAIN »	P.23
International	Le Congo-Brazzaville : Nomination d'un nouveau gouvernement	P.24
	Covid-19 : Un milliardaire veut aider l'Afrique du Sud dans la production de vaccins	P.25
Sport	Mondial 2022 : La CAF confirme le report des éliminatoires et fixe un calendrier	P.26



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

M5-RFP : Et maintenant ?

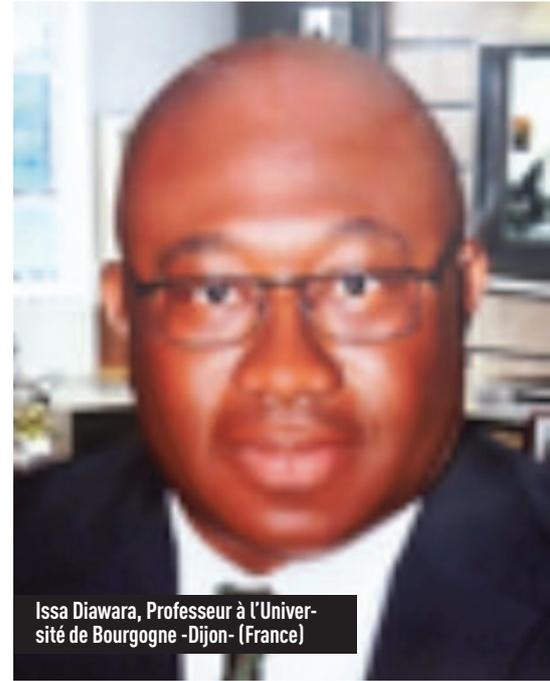
Ca y est. C'est le branle-bas de combat. On ne sait plus où donner de la tête. Ça chauffe de tous les côtés : grève dans pratiquement tous les secteurs, mécontentement général ; même les fidèles et chauds partisans de la première heure de la junte militaire sont déçus et deviennent sceptiques (on ne les entend plus). Exit les Salif Kéïta et autres Gabriel Magma devenus ridicules et inaudibles...

Alors la solution ? Le remaniement ministériel demandé urgemment par « les partenaires extérieurs » (suivez mon regard) avec consignes d'ouverture, d'inclusivité... Le jargon habituel. Dans le même ordre d'idées, la visite opportune ou inopportune (en tout cas inutile) d'une délégation de la CEDEAO (les amuseurs publics), les rencontres entre l'exécutif (Président et Premier ministre de la transition) et les formations politiques et autres mouvements (y compris le M5-RFP qui avait super-

bement ignoré en janvier dernier!!!). Il s'agit donc de former un nouveau gouvernement dont le chef a d'ailleurs été déjà choisi. On en discute plus, c'est réglé sans « concertation » (attention au mot qui fâche).

Que doit faire le M5-RFP ?

1. D'abord une prise de conscience :
a. réaliser et prendre conscience que le M5 est aujourd'hui incontournable dans le jeu politique et la conduite de la nation. En témoignent les appels internes et externes pour le remettre dans la boucle : invitation du président de la transition, insistance ou injonction de l'Union Européenne pour faire participer les forces politiques à la gestion et à la gouvernance du pays (sans nommer ouvertement le M5), rencontre avec la délégation de la CEDEAO, tentatives (vaines) de débauchage... Nul n'ignore son rôle dans la destitution du pouvoir



Issa Diawara, Professeur à l'Université de Bourgogne -Dijon- (France)

précédent

b. prendre conscience des limites, incompétences, dérives antidémocratiques et tendances dictatoriales de ce régime militaire dont on ne peut plus rien attendre : décisions à la renverse comme l'adoubement de l'accord de Farabougou par l'incompétent colonel major Wagué, les nominations à tour de bras de militaires à des postes civils comme à l'hôpital Gabriel Touré...

2. Refuser tout compromis ou compromission avec non seulement les ex-membres du CNSP (les 5 félons) mais aussi le gouvernement et le Président de la transition, sauf s'ils acceptent expressément, ouvertement, entièrement et clairement les « 10 commandements » que le M5-RFP a présenté au Président de la transition et remis à la délégation de la CDEAO. Avec application et effet immédiats. Mais pensez-vous qu'ils sont prêts à accepter de :

a. revenir sur la nomination du premier ministre

b. détricoter le maillage fait avec la nomination de militaires à tous les postes importants
c. dissoudre le CNT qui leur sert de caution en faisant office d'assemblée délibérante
d. renoncer aux privilèges salariaux et autres avantages et confort de vie.

3. Si le M5 est incontournable, il ne doit pas accepter d'aller au gouvernement, d'être le supplétif, le faire valoir, la caution ou l'alibi d'un régime militaire qui a son propre calendrier (caché ou pas) avec des méthodes de



gouvernance que le M5 a de tout temps condamné et combattu :

a. militarisation de toutes les institutions et administrations,

b. corruption, gabegie, forfaiture, trahisons...

Penser que Le M5-RFP pourrait avoir des postes de décision relèverait d'une naïveté blâmable et d'une illusion coupable.

4. La rectification ? Il n'y a rien à « rectifier » puisque qu'il n'y a jamais eu de trajectoire claire. Le M5 ne peut et ne doit faire confiance à aucune autre promesse. Et il a déjà donné sous ce chapitre avec les mises en scènes et autres promesses non tenues avec la complicité de l'ex-« autorité » morale ». Jugez-en :

a. la concertation nationale : une véritable mascarade avec un texte déjà prêt avant les assises et des mensonges éhontés

b. la charte de la transition : un coup de force institutionnel et un mépris du droit. Si encore ils respectaient ce texte dont ils sont les seuls auteurs

c. la formation du gouvernement : un patchwork avec quelques porteurs de valise sans programme ni cohérence

d. Le Conseil National de la Transition (CNT) : un organe illégal et illégitime. La clé de répara-

tion qui devait utilisée pour sa mise en place a été jetée dans les eaux profondes de la perfidie et de la magouille. Résultat : un organe truffé de militaires, des nominations fantaisistes avec l'intention claire d'affaiblir, voire de faire exploser le M5-RFP

Des couleuvres, le M5-RFP en a avalé suffisamment maintenant. Il ne faut pas tendre l'autre joue alors que la première est encore douloureuse. Et on n'a pas besoin de mettre la main dans le feu pour se rendre compte qu'il peut brûler. Enfin, il faut éviter de souper avec le diable, même avec une longue cuillère.

A cet égard, la position de Me Bathily et les propos de Ibrahim Ikassa Maïga, membres du comité stratégique du M5 sont encourageants.

Il est illusoire de croire qu'on peut redresser le pays avec ceux-là qui ont été et sont les responsables de sa déchéance. Ces militaires n'ont jamais eu et n'auront jamais l'intention d'associer le M5-RFP à la gestion des affaires. Les objectifs poursuivis par le M5-RFP ne sont pas les leurs.

Pour la refondation du Mali, peut-on, doit-on encore faire confiance à des personnes qui se sont si souvent assises sur leur conscience et trahi leurs engagements en permanence ?

La réponse est clairement NON, NON, NON .

6. Le M5-RFP doit donc reprendre la mobilisation (comme annoncé avant le mois de Ramadan), organiser les actions de contestation et de dénonciation de ce régime militaire, comme au bon vieux temps du régime de Ibrahim Boubacar Kéïta. C'est cette lutte qui a payé et amené la démission de l'ex-Président. Parallèlement, le M5-RFP doit aller à la conquête du pouvoir par la voie des urnes. Donc préparer la prochaine élection présidentielle.

Comment ?

Si le M5-RFP doit y aller, comment doit-il le faire ?

7. Sans équivoque dans l'UNITE. C'est-à-dire : a. une candidature dans l'unité à travers la désignation d'un candidat UNIQUE de préférence à l'intérieur du M5-RFP

b. un programme de gouvernement clair, précis, planifié et partagé par toutes les composantes qui prend appui sur les aspirations du peuple malien : sécurité, justice, santé, déve-



loppement économique et social
c. des options prioritaires au premier rang desquelles la défense de l'intégrité territoriale, le jugement des actes délictueux, criminels et de délinquance financière pour mettre fin à l'impunité.

8. Alors, à toutes les composantes du M5-RFP, on peut dire ceci :

a. en allant à l'élection présidentielle en ordre dispersé (chacun son candidat), on est sûr de perdre. Aucun parti politique, aucune composante politique au sein du M5-RFP n'a ni les moyens financiers nécessaires, ni la base électorale suffisante pour figurer ne serait-ce qu'au deuxième tour. Sauf peut-être l'Union pour la République et la Démocratie (URD). Mais qui n'a plus de candidat naturel après la disparition de son Leader incontesté, Soumaila Cissé (paix à son âme)

b. mieux, une candidature M5-RFP est la solution idoine à l'actuel imbroglio que connaît l'URD pour se choisir un candidat. A Mamadou Igor Diarra qui aurait rejoint le parti avec l'espoir d'avoir son investiture, il faut lui dire sim-

plement que ce n'est pas son tour. Que l'URD a d'abord besoin de se remettre de la disparition brutale de son fondateur. Et que l'intérêt du Mali doit être au-dessus des ambitions personnelles légitimes de devenir président de la République. Aux autres composantes du M5-RFP, qu'elles ne se fassent l'illusion d'obtenir un strapontin en s'acoquinant avec le « candidat des militaires ». On a bien vu que ceux-là (les militaires) ne sont pas du tout partageurs.

c. dans une coalition, toutes les parties prenantes doivent avoir une place, leur place. En clair, une distribution des responsabilités est nécessaire. Il faut donc un « shadow cabinet ». Un tel accord évite les surprises de dernières minutes, les croque-en-jambes et traquenards et les tiraillements inutiles et dévastateurs. La politique c'est cela. Il n'est pas incongru de partager les postes (au contraire), si cela est fait démocratiquement, intelligemment et dans la transparence, selon les mérites et compétences de chacun et dans l'intérêt du pays. Qui la présidence de l'Assem-

blée nationale, qui la primature, qui les portefeuilles régaliens, qui les hautes fonctions administratives et techniques, qui les postes honorifiques et de représentation.... Le gouvernement et la gouvernance d'un pays (qui plus est un pays en guerre) se préparent et s'organisent. Et les 9 à 10 mois qui nous restent ne sont pas de trop pour ce faire. Le M5-RFP doit s'y atteler et s'écarter des opérations de divertissement.

Le moment est crucial et historique. Le tournant est décisif. Le pouvoir actuel est aux abois. La population n'en peut plus et les « partenaires extérieurs » ne sont pas rassurés. Le M5-RFP doit prendre ses responsabilités. La tâche n'est pas aisée. Il n'a pas le droit à l'erreur et ne doit pas céder aux sirènes du moment. Le piège est là. Il faut éviter de tomber dedans.

A bon entendre...

Issa Diawara
Professeur à l'Université
de Bourgogne - Dijon - (France)

Primature du Mali



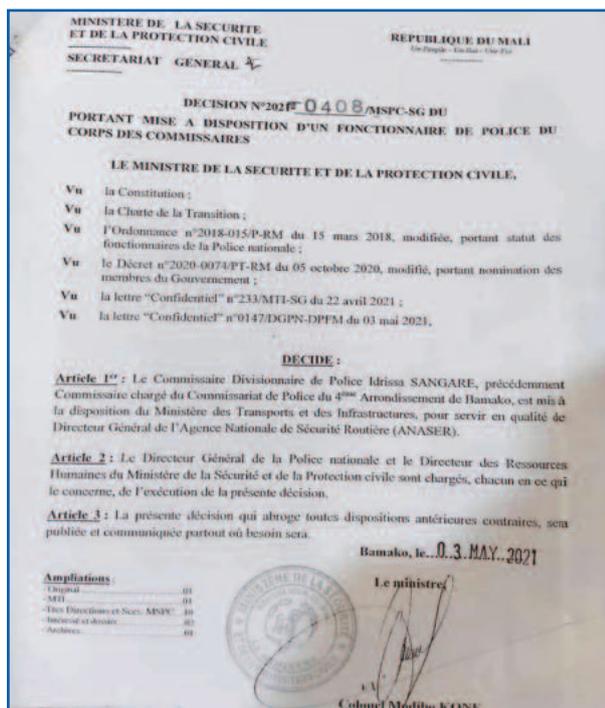
« Le Président de la Transition, SEM. Bah NDAW, me fait l'insigne honneur de me reconduire au poste de Premier ministre chargé de former un nouveau gouvernement .
 Une confiance renouvelée à laquelle je suis sensible et pour laquelle je lui exprime toute ma gratitude.
 Les défis à venir seront relevés par une équipe qui aura comme leviers l'engagement patriotique, la compétence et le sens du devoir national accompli.
 Tous au travail pour une Transition réussie au bénéfice du vaisseau amiral commun, le Mali. » Premier ministre Moctar OUANE



YERI Bocoum



#YBC/YB
 Cette fois un policier a la tête de ANASER ???..
 on aura tout vue avec la transition....
 ANASER



Mylmo N-Sahel



Les Dimanches illusionnistes
 La où le travail n'est pas bien fait
 le repos n'est pas vrai.
 La tête sur l'oreiller, mon père m'a menti
 Chez moi y'a trop de dimanches que de lundis
 Plus de jours fériés que de vrais guerriers
 Plus de bureaux inutiles que d'ateliers
 Oh Comble oh désespoir
 Fausse lueur des Samedis soirs
 Oh nobles-Griots des fameux bourgeois
 Chantez! les griots n'ont plus de voix
 La famille royale sur la piste
 Elle danse sur les mélodies hypocrites
 La où le travail est mal fait
 Aucun jour de repos n'est parfait
 Bon Dimanche quand même .
 NSahel (Les melodies malades)



Ambassade des Etats-Unis au Mali



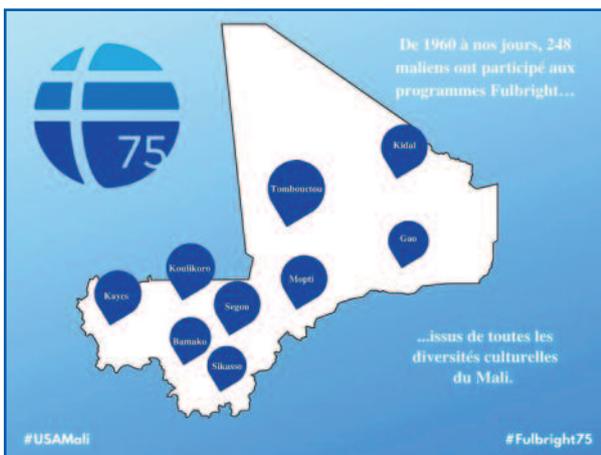
Saviez-Vous que de 1960 à nos jours, 248 maliens ont participé aux The Fulbright Program ?
 Eh oui !
 Les États-Unis ont lancé le programme Fulbright au Mali avant même l'indépendance, un symbole précoce de l'investis-

sement dans les échanges éducatifs américano-maliens au cours des six dernières décennies.

Moulaye Yaha fut le premier Malien à recevoir la bourse. Il s'est rendu aux États-Unis en mai 1960. Suivant ses traces, des centaines de Maliens, de Kayes à Kidal, ont participé aux programmes Fulbright. Près d'une centaine d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs américains se sont également rendus au Mali dans le cadre du programme Fulbright.

Le programme opère dans 160 pays et a donné à plus de 400 000 étudiants, universitaires, enseignants, artistes et professionnels de tous horizons la possibilité de jouer un rôle dans la réalisation de cette vision.

En 75 ans, les anciens Fulbright ont remodelé le monde !
#Fulbrigh75



Moustaph Maiga

Moustaph Maiga est avec Mariam Koné. TOUT CE WEEK-END (VENDREDI, SAMEDI & DIMANCHE), NOUS PLANCHONS SUR LA RÉDACTION DU BAROMÈTRE DES MÉDIAS MALIENS 2021 après l'Édition de 2016.

Journalistes, syndicalistes, société civile, experts en TIC, magistrats en compagnie de la Fondation Friedrich Ebert s'exercent ainsi à l'Hôtel Indépendance de Ségou pour éditer un ouvrage qui décrit en profondeur et qui évalue compréhensivement l'environnement media du Mali.



Moussa Mara Yelema

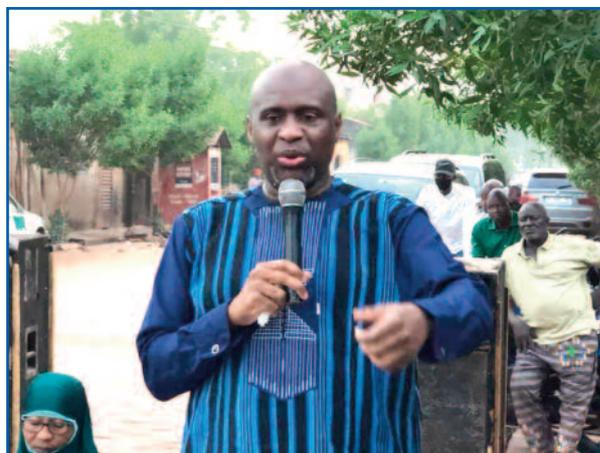


Après la période de Ramadan, j'ai renoué avec mon habitude des débats directs avec mes concitoyens.

Ce dimanche 16 mai, c'est le quartier de quinzambougou en commune 2 de Bamako qui accueillait la rencontre sans filtre et sans tabou avec les populations.

Les sujets de l'heure dans la commune et dans le pays ont été abordés. Sur chaque question majeure, il a été présenté des pistes de solution mais aussi et surtout la responsabilité de chaque citoyen dans sa réalisation.

Cet exercice profondément constructif et très enrichissant constitue également une occasion d'apprentissage de la démocratie malienne.



A Kati pour visiter le chantier du futur centre de conférence de la ville qui portera le nom de mon feu Père #Joseph_Mara qui a été Maire de cette agglomération.

Les chefs de quartiers de la ville, les organisations de la société civile, les élus et les services administratifs qui ont tous soutenu le baptême de l'édifice au nom de Joseph Mara, ont participé à cette visite.



Présidence de la République du Tchad

Le Président du Conseil Militaire de Transition (CMT), Général de Corps d'Armée, MAHAMAT IDRIS DEBY a accordé ce midi, une audience à un leader de l'opposition démocratique. Il s'agit du président de l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR), M. Saleh Kebzabo. Cette rencontre entre dans le cadre des consultations régulières entreprises par le Président du Conseil Militaire de Transition. <https://presidence.td/cmt-entrevue-avec-le-leader-de-lundr/>



Kati 24



PATROUILLE DE GRANDE ENVERGURE SUR LA RIVE DROITE EN COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO INITIÉE PAR LE MINISTRE EN CHARGE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE :
 195 PERSONNES INTERPELLÉES, 55 MOTOS ET UN VÉHICULE SAISIS
 Sur instruction du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, une patrouille de grande envergure a été menée hier 15 mai 2021 par les forces de sécurité sur la rive droite du district de Bamako. Appuyés par les éléments du Groupement d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN), du Groupement de maintien d'ordre de la Garde nationale (GMO), du Groupement mobile de sécurité de la Police, des équipes de la Brigade anti-criminalité (BAC) et de la brigade spéciale d'intervention (BSI), les commissariats de Police des 7ème, 10ème, 11ème, 13ème et 14ème arrondissements ont effectué des descentes simultanées. Cible : les lieux réputés nids criminogènes dans la capitale malienne. Ainsi, les équipes déployées ont fouillé l'ancien poste DTR de Niamana, le virage Wara et les Manguerais de Yirimadio, l'autogare de Sogoniko, les halles de Bamako, le parc à bétail et le site d'hébergement des déplacés du nord et du centre de Faladié, le château d'eau de Sabalibougou et environs, la Cité des Magistrats et les 30 mètres de Kalaban Coura.
 Bilan des opérations : 195 personnes ont été interpellées, 55 motos, 01 véhicule sans aucune pièces et une quantité d'herbe de cannabis saisis. Il faut souligner que les opérations se sont déroulées sans incident. Ce qui dénote une fois de plus du professionnalisme des forces de sécurité.
 Nous disons merci à la garde, la gendarmerie et à la police nationale
 Ali24 / Kati 24



Bamako Bamada



FERMETURE CONSULAT DU MALI BAGNOLET IL est vraiment temps que les autorités maliennes assument leurs responsabilités
 quelques dizaines de maliens vivant en France prennent en otage tout une communauté de 400 000 personnes
 les maliens souffrent en France à cause de cette situation de fermeture qui perdure depuis 3 mois
 Trop c'est trop ça suffit une très petite minorité qui impose sa loi à la majorité silencieuse
 les autorités ne font rien pour régler cette situation
 Sommes nous encore dans un État de droit quand une minorité impose sa loi à la majorité silencieuse ?
 C'est ça votre MALI KOURA?



Ammy Baba Cisse

Il est temps que le Barça aille se ressourcer.
Piètre niveau de jeu.



On dirait que le ministre de la fonction publique est étranger à la dernière signature avec l'UNTM.

La conférence de presse des magistrats sera diffusée demain à 11h sur la Radio Sahel FM 89.1 et sur le réseau Figaro du Mali.

Selon un membre du CNT la vente de la comatex n'est plus à l'ordre du jour. L'UNTM fait de la surenchère.

Les amis du M5 sachent qu'il est temps qu'ils saisissent les postes proposés et laisser ces stagiaires partir

Menace sur la région de Mopti. La couverture des réseaux téléphoniques en panne.

J'invite les uns et les autres à la retenue dans leur folie contre les magistrats. C'est un conseil !

« Les religieux et les leaders traditionnels sont dans leur rôle. » Ousmane Traoré

« Les administrateurs civils auront leurs droits s'il plaît à Dieu. » Ousmane Traoré UNTM

« Les autorités vont mobiliser toutes les bonnes volontés pour suppléer l'UNTM. » Ousmane Traoré

« Des ministres ont pris l'argent des partants volontaires. » Ousmane Traoré UNTM

Cela fait encore 4 jours que nous n'avons pas d'eau à Niamana N'Tabacoro.

Pour Aboubacar Sidick Fombale délai de 18 mois mentionné dans le communiqué de la CEDEAO est une insulte

Bah N'Daw promet de rendre la transition inclusive .

« L'individualisme est en train de tuer le travail d'équipe. Le Malikura doit être façonné. » Yeah Samake

« Nous voulons faire en sorte qu'il n'y ait plus de rébellion ou de coup d'Etat au Mali. » Yeah Samake

« On redresse le malien, pas avec un bâton mais par la vertu. » Yeah Samake

« Celui qui ne réussit pas une transition en 18 mois ne la réussit pas en 20 ans. » Yeah Samake

« Ne nous mettons pas derrière les murs de l'impossibilité. » Yeah Samake

« Toutes les réformes qui sont sur la table sont excessives pour une transition. » Yeah Samake

Mahamadou Touré

Cette transition se trouve coincée entre le M5 et l'UNTM..

Gérer un pays ce n'est pas gérer sa maison



Awa Sylla

Est-ce-que la fumée blanche va sortir ce soir?
En tout cas le M5 dit non donc reconduisez les mêmes on va quitter ici. Ça devient du folklore.



Même le jour où décrète journée de la paix ils viennent te provoquer sous tes posts. Ko qui aime le luxe.

Ne juge pas quelqu'un que tu ne connais pas. Les réseaux sociaux sont loin de la réalité.

Nte yafama bi nte yafama sini.

Mali : La CMA entrave (encore) le processus de paix



Alors que des voix se plaignent régulièrement du manque d'ouverture du gouvernement de transition, les représentants de la CMA ont brillé par leur absence lors des premiers travaux du Comité d'Orientation Stratégique (COS). Quel est l'impact de cette politique de la chaise vide et comment peut-elle se justifier ?

Mis en place le 31 mars dernier, le Comité d'Orientation Stratégique doit permettre de recueillir les avis d'un panel représentatif des acteurs du pays. Il regroupe 50 personnalités issues de toutes les sphères de la société malienne et a pour but d'appuyer la mise en place des réformes politiques et institutionnelles prévues par les accords d'Alger. La réforme du redécoupage territorial doit être un de ses dossiers les plus sensibles.

Néanmoins, il semblerait qu'à chaque fois qu'une initiative est lancée pour appuyer l'avancée des réformes, on retrouve les mêmes réfractaires. En effet, outre le Bloc pour le Redressement et le Développement au Mali (BRDM) qui s'insurge « contre la procédure de désignations des membres du COS », on retrouve, sans surprise, la CMA en pointe parmi ceux qui refusent de participer aux sessions du comité. Pour des raisons encore troubles, le mouvement signataire a en effet refusé de siéger au sein du COS alors que des sièges lui étaient attribués.

C'est, de la part de certains opposants, vouloir ne laisser que peu de chance à ce comité et avoir une bien faible idée du bien commun que d'agir ainsi. Cette politique contre-productive de la chaise vide, bien loin des déclarations d'usage, ne fait qu'interdire tout progrès du processus de paix.

Au cours des derniers mois, les observateurs de la scène malienne ont pu constater l'opposition quasi systématique de la CMA à chaque tentative d'avancées. Par ces oppositions, le mouvement nouvellement dirigé par Bilal Ag Cherif entrave la mise en place des réformes, ce qui aura, sans aucun doute, des répercussions sur le calendrier électoral, retardant de facto la tenue d'élections libres et le retour des militaires dans leurs casernes.

Par son attitude, la CMA se place de plus en plus comme un frein au retour à la paix au Mali.

Idrissa Khalou

Mali : Saisie d'armes et de munitions par des casques bleus près du Niger



Des Casques bleus au Mali ont saisi "un lot d'armes", des "centaines de munitions" et du matériel dont des radios et téléphones portables lors d'une récente opération dans le nord du pays près du Niger, a annoncé samedi à l'AFP un porte-parole de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

La saisie a été effectuée dans un village, "début mai", par les troupes du contingent britannique de la Minusma, lors d'une "opération de protection des civils", a indiqué Olivier Salgado, sans préciser la date. L'information n'a été rendue publique que samedi et le nom de la localité n'a pas été précisé pour des raisons de sécurité.

Le matériel saisi comprend également "des vêtements de camouflage et des centaines de litres de carburant" dissimulés "dans une cache". "Ces armes et équipements divers sont régulièrement utilisés au Mali pour mener des attaques contre les populations, l'armée malienne, la Minusma ou les forces internationales" déployées dans le pays pour lutter contre les attaques jihadistes, a dit M. Salgado.

"Les armes et informations recueillies ont ensuite été transmises au service de déminage de l'ONU et aux autorités maliennes", a-t-il ajouté. Le Mali est en proie depuis 2012 à une crise sécuritaire et une poussée jihadiste qui se sont propagées du nord au centre du pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins.

Les violences, jihadistes, intercommunautaires ou autres ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés, malgré l'intervention de forces onusiennes, africaines et françaises.

Les mines et les engins explosifs improvisés ont fait 76 morts et 287 blessés en 2020 au Mali, dont presque la moitié étaient des civils, selon un document daté de janvier du service d'action contre les mines des Nations unies (Unmas).

L'usage des engins explosifs improvisés a considérablement augmenté depuis fin 2017, surtout dans le centre, un des foyers de la violence qui ensanglante le Sahel, selon l'Unmas.

Les engins explosifs improvisés ont continué à causer de nombreuses pertes en 2021 dans les rangs des forces maliennes et étrangères et parmi les civils.

La Minusma, déployée au Mali depuis 2013 (15.000 hommes et femmes, dont environ 12.000 militaires), est actuellement la mission de paix des Nations unies qui a subi le plus de pertes au monde, avec plus de 140 tués dans des actes hostiles, selon les statistiques de l'ONU.

Source : AFP

Dissolution du gouvernement : Reconduction de Moctar Ouane comme nouveau premier ministre



Ce vendredi 14 mai 2021, le Premier ministre Moctar Ouane a réuni les membres de son Cabinet pour les informer de la dissolution de son Gouvernement intervenue le matin même, suite à la lettre de démission qu'il a présentée au Président de la Transition, Chef de l'Etat.

Les dispositions des Décrets n° 2020-006/PT-RM du 27 septembre 2020 et n° 2020-0074/PT-RM du 05 octobre 2020 portant respectivement nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement, ont aussitôt été abrogées par le Décret n°2021-0348 /PT-RM du 14 mai 2021.

Dans la foulée, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Bah N'Daw, a reconduit Moctar Ouane comme Premier ministre par le Décret n°2021-0349/PT-RM du 14 mai 2021 et l'a chargé de former un nouveau Gouvernement.

Le nouveau Premier ministre a profité de la rencontre pour féliciter chaleureusement l'ensemble de ses collaborateurs. C'est grâce à leur travail acharné a-t-il souligné, que la confiance du Chef de l'Etat a été placée en lui, a trouvé un écho favorable. Aussi, à son tour, il renouvelle sa confiance en cette équipe dont il a salué l'appui et l'accompagnement constants. Il a exhorté les uns et les autres à redoubler d'efforts, pour répondre aux impératifs de la période de transition que nous vivons. Cela suppose bien entendu qu'il faut « accélérer la cadence », afin d'imprimer des actes emblématiques.

En réponse aux vœux présentés par les membres du cabinet à cet occasion, le Premier ministre a souhaité une bonne fête de l'Aïd El Fitr qui clôture et couronne le mois sacré de ramadan. Il a par ailleurs invité ses collaborateurs à plus de rigueur dans le travail, et à plus d'engagement pour une Transition réussite.

Source : CCRP/Primature

Transition malienne : Assimi Goïta peut-il rester au pouvoir ?



Le chef de la junte qui a renversé Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août 2020 demeure influent. Mais, ses proches l'assurent, il s'effacera à l'issue de la transition. Et ce malgré ceux qui l'appellent à participer à la présidentielle.

C'est un geste symbolique pour un anniversaire tout aussi symbolique. Le 20 janvier dernier, à l'occasion des 60 ans de la création de l'armée malienne, le colonel Assimi Goïta a procédé à la pose de la première pierre d'un hôpital militaire à Banankoro, près de Bamako. Coût du projet : 26 milliards de francs CFA (39,6 millions d'euros), financés par l'État. L'édifice devrait être livré dans deux ans. Il sera équipé notamment d'une zone d'atterrissage pour hélicoptère et permettra la prise en charge de blessés de guerre.

Pour cette cérémonie en grande pompe, le vice-président de la transition était entouré du Premier ministre, Moctar Ouane, du président du Conseil national de transition (CNT), le colonel Malick Diaw, de quelques ministres – dont celui de la Défense et des anciens Combattants, Sadio Camara –, et de représentants de la hiérarchie militaire.

En ce jour de fête pour les Forces armées maliennes (FAMA), Assimi Goïta a une pensée pour les soldats déployés sur le terrain. Jusqu'au 18 août, date à laquelle Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a été renversé, Goïta était l'un d'eux. Il commandait le Bataillon autonome des forces spéciales et des centres d'aguerrissement (BAFS-CA) basé à Sofara, dans le centre du Mali. Après le putsch, il a été porté à la tête du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). Si celui-ci a depuis été dissous, ses membres occupent désormais des places de choix dans la gestion de la transition. Goïta lui-même en est devenu le vice-président chargé des questions de sécurité et de défense. Un poste taillé sur mesure quand, sous la pression de la Cedeao et d'une partie de l'opinion

Source : JA

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À N'Djamena, le 12 mai 2021

Le 12 mai 2021, un sous-groupement tactique désert de la Force Barkhane accompagné par une compagnie des Forces armées maliennes, en mission de reconnaissance à proximité du village de Serma dans le Gourma, a été pris à partie par un groupe armé terroriste (GAT). En fouillant la zone, les partenaires ont découvert un adolescent blessé par balle. Pris en charge immédiatement par un médecin français, il a été évacué par hélicoptère vers l'antenne de réanimation, de chirurgie et de sauvetage de la Force Barkhane la plus proche. Son pronostic vital est engagé.

Direction de la communication

Opération Barkhane

Suivez l'actualité de la Force Barkhane sur Facebook :

<https://www.facebook.com/Barkhane/>

Contact relations publiques

ndj-emia.conscom@ops-bss.defense.gouv.fr

Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Mali : Amputations par des jihadistes pour vol présumé, l'ONU offre son aide

La récente amputation par des jihadistes présumés dans le nord du Mali d'hommes accusés de vol "rappelle les horreurs" de la mainmise de groupes liés à Al-Qaïda en 2012, s'est indignée jeudi la Mission de l'Onu (Minusma) qui a offert son aide.



Des hommes armés ont rassemblé la foule le 2 mai lors du marché hebdomadaire de Tin Hama, près d'Ansongo (Nord), et lui ont présenté trois hommes qualifiés de voleurs, auxquels ils ont coupé la main droite et le pied gauche, selon des informations recueillies auprès d'interlocuteurs locaux informés s'exprimant sous le couvert de l'anonymat pour des raisons de sécurité.

Les hommes armés sont présumés appartenir au groupe Etat islamique au grand Sahara (EIGS), une des principales organisations jihadistes du Sahel, a dit la Minusma dans un communiqué. La Minusma condamne des agissements rappelant "les horreurs qui ont marqué la crise de 2012".

Des groupes jihadistes liés à Al-Qaïda s'étaient livrés à des amputations, des lapidations, des flagellations et des exécutions publiques au

nom d'une interprétation rigoriste de la loi islamique dans les grandes villes du Nord, tombées entre leurs mains en mars-avril 2012 jusqu'à l'intervention militaire française lancée en janvier 2013.

Les jihadistes s'emploient à apparaître auprès des populations comme administrant la justice dans de vastes étendues du territoire malien échappant à tout contrôle de l'Etat, selon les analystes. Les victimes de cette amputation publique sont présumés être des "coupeurs de route" qui auraient attaqué un camion de transport sur la route Ansongo-Ménaka, selon les mêmes interlocuteurs informés.

"De tels châtements corporels exécutés par des groupes armés en dehors de tout cadre légal sont de graves atteintes aux droits de l'Homme, y compris le droit de tout être humain à un procès juste et équitable devant un

tribunal régulièrement constitué", a dénoncé le nouveau chef de la Minusma, El-Ghassim Wane, cité dans le communiqué.

La Minusma est prête "à soutenir les enquêtes en cours des autorités maliennes pour combattre l'impunité et veiller à ce que les auteurs de ces actes soient traduits devant la justice", dit-il. La Minusma a ajouté enquêter elle-même sur les faits et déployer des moyens pour renforcer la protection des populations. Par ailleurs, une attaque par des hommes armés non identifiés contre un détachement de la Force spéciale antiterroriste malienne a fait un mort dans les rangs de cette dernière et trois dans ceux des assaillants mercredi soir près de Tominian (centre), a indiqué un responsable sécuritaire.

Source : AFP

Brigade territoriale de Dogodouman : Le ministre Koné inaugure les nouveaux locaux

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le colonel Modibo Koné, a procédé, mardi dernier, à la remise officielle des nouveaux locaux de la Brigade territoriale de la gendarmerie de Dogodouman (Cercle de Kati). C'était à la faveur d'une cérémonie organisée dans l'enceinte de ladite Brigade, en présence du directeur général de la gendarmerie nationale, le colonel-major Sambou Minkoro Diakité et du maire de la Commune de Dogodouman, Ganglé Traoré. Ces nouvelles infrastructures ont été entièrement financées par le budget national à hauteur de plus de 104 millions de FCFA. Elles sont bâties sur une superficie d'un demi-hectare et se composent d'un poste de police ; d'une salle d'accueil et d'orientation ; des bureaux pour le commandant de brigade, son adjoint et pour le personnel. À cela s'ajoutent une salle de garde, une salle de Rac, un magasin,

deux salles de garde à vue pour femmes et hommes, un château d'eau équipé de système solaire et des toilettes.

Dans son discours de bienvenue, le maire de Dogodouman a souligné que cet événement est très important pour la population de sa commune. Selon l' élu, la brigade territoriale de gendarmerie de Dogodouman permettra non seulement d'assurer la quiétude de la population de la commune, mais surtout de sécuriser une porte d'entrée de la capitale.

Pour sa part, le colonel-major Sambou Minkoro Diakité a indiqué que la gendarmerie, en tant que force humaine, reste au service du peuple et tributaire de ses attentes légitimes ; en termes de respect des droits humains, de secours et d'assistance, afin de contribuer à la tranquillité publique. Le directeur général de la gendarmerie nationale a pris l'engagement de faire bon usage de ces infrastruc-

tures. «Nous n'épargnerons aucun effort pour faire face aux défis de l'heure, bien entendu, avec l'appui et le soutien des différentes composantes des forces de sécurité», a-t-il rassuré.

Dans une interview accordée à la presse, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a rappelé que le gouvernement tient à l'amélioration des conditions de vie des hommes. Ces gendarmes sont là pour sécuriser les populations et leurs biens, a insisté le colonel Modibo Koné, avant d'inviter les habitants de Dogodouman à aider la gendarmerie pour la réussite de sa mission.

La rencontre a pris fin par la coupure du ruban symbolique par le ministre Koné et la visite guidée des locaux.

Moïse DEMBÉLÉ
Source : L'Essor- Mali



Grève de l'UNTM : L'État, seul responsable !

La récente amputation par des jihadistes présumés dans le nord du Mali d'hommes accusés de vol "rappelle les horreurs" de la mainmise de groupes liés à Al-Qaïda en 2012, s'est indignée jeudi la Mission de l'Onu (Minusma) qui a offert son aide.



A peine entamées, les négociations entre le gouvernement et l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) pour discuter du préavis de grève en date du 26 avril 2021 de la principale centrale syndicale du pays ont été suspendues jeudi sur fond de tension dans les locaux du Ministère du Travail et de la Fonction Publique. Dans ce préavis, l'UNTM menace d'aller en grève, dans un premier temps, du 17 au 21 mai, si ses exigences ne sont pas satisfaites. La centrale syndicale estime, et à juste, trois mois après avoir signé un procès-verbal avec le gouvernement, que l'État traîne les pieds pour appliquer les accords.

Apparemment, le gouvernement n'a pas mesuré les conséquences d'un arrêt de travail de l'UNTM, à laquelle sont affiliés des dizaines de syndicats, et qui, en plus, a signé des conventions de partenariat avec certains syndicats autonomes non affiliés ! C'est dire que l'État, qui n'était représenté à la rencontre du jeudi que par le ministre en charge du Travail, Me Harouna Toureh et son collègue de l'Indus-

trie, du Commerce et de la Promotion des Investissements, Harouna Niang, est le seul coupable de la grève devenue inéluctable par mépris et insouciance, 13 autres ministres concernés par le dossier s'étant faits représenter.

Autre mépris, les propos du ministre Harouna Toureh, qui trouve qu'« exiger la présence effective de l'ensemble des ministres concernés n'a pas de base légale ». En outre, les syndicalistes se sont sentis offensés et insultés quand le même ministre a fait remarquer que l'État dispose de tout un arsenal juridique pour empêcher toute action susceptible de porter préjudice à son bon fonctionnement... Curieux non, de la part d'un ministre disposé à négocier ! La reprise le vendredi et une ultime médiation impliquant des conseillers de la Présidence, des leaders religieux et coutumiers le samedi n'a pu désamorcer la bombe. La grève est donc inéluctable !

Rappelons que c'est à la suite de deux grèves, fin 2020, que l'UNTM et le gouvernement et le Conseil National du Patronat avaient signé, le

5 février dernier, un procès-verbal de conciliation. Plus de trois mois après, la centrale syndicale vient de déposer un nouveau préavis de grève dans lequel elle exige l'application immédiate des accords dont les délais d'application ont expiré. L'UNTM demande aussi un traitement diligent des accords dont les délais ne sont pas arrivés à termes et l'élargissement de la prime de judicature aux greffiers et secrétaires des greffes et parquets ; le retour à leurs postes respectifs des 22 travailleurs du Ministère de l'Administration Territoriale qui ont été mutés suite à des grèves ; l'application immédiate du point d'accord relatif au paiement des salaires et accessoires de salaires des fonctionnaires des collectivités territoriales et l'application des accords d'établissement des Agences de développement.

L'UNTM a pourtant prévenu : si ces exigences ne sont pas satisfaites, elle mettra sa menace de grève à exécution du 17 au 21 mai, reconductible du 24 au 28 mai, puis illimitée. On se rappelle en effet que le Secrétaire Général de l'UNTM, Yacouba Katilé, dans une lettre circu-

laire adressée aux camarades Secrétaires Généraux des Syndicats Nationaux, des Unions Régionales, des Unions Locales, aux Militantes et Militants de l'UNTM, battait le rappel de ses troupes à l'occasion de la Fête du 1er Mai, dans la perspective de la mobilisation pour la grève annoncée pour débiter ce lundi 17 mai 2021, et aussi pour de futurs combats syndicaux qui s'annoncent rudes.

En termes clairs, le patron de l'UNTM lançait un ultimatum au gouvernement de transition ! Il avait en effet indiqué dans sa lettre circulaire : « L'enthousiasme qui a accueilli la signature du procès-verbal de conciliation du 05 février 2021 a fait suite à une amère désillusion du fait des tentations des pouvoirs publics de faire traîner l'application des accords, pour en faire un cadeau empoisonné aux futurs responsables du pays. Ces méthodes sont d'un autre siècle, et non adaptées aux circonstances d'un pays confronté à des hypothèques ardentes les unes et les autres. L'UNTM ne sera pas complice d'un tel anachronisme de l'histoire, d'un tel amateurisme politique.

Au lieu que tout se passe pour une fin de transition louable pour les nouveaux dirigeants, tous les accords, de tous les syndicats seront des boulets de canon qui exploseront au cœur du prochain régime. Pendant la négociation et

la signature des accords le 05 février 2021, tous les ministres négociateurs juraient sur leur applicabilité pendant la transition. L'UNTM, a bien entendu, a bien été informée des désirs nourris par « ces autorités » de la transition, pour ne rien concéder aux syndicats, singulièrement à l'UNTM, afin que le prochain régime eût à s'employer pour les gérer. Mais en syndicalisme, nous, nous ne sommes pas des amateurs. Ou les accords prévus sont honorés au terme des engagements du Gouvernement ; Ou, ce que l'on ne peut nous interdire, est le droit syndical. Il sera appliqué dans toute sa rigueur. Nous avons opté pour le dépôt d'un nouveau préavis, qui ne revient sur les accords du 05 février 2021 que pour réclamer leur application, et non une quelconque négociation. Les termes du procès-verbal de conciliation sont clairs... La quête de justice sociale, d'égalité des chances, d'absence de discrimination et de disparités dans le traitement des travailleuses et travailleurs, qui sont le substrat de toutes nos doléances, est violée aussi bien à l'encontre de nos camarades de l'Administration que des greffiers, des Ingénieurs des Mines.

Le 1er Mai 2021 ayant été placé sous le signe de la protection des travailleurs, y compris des FAMA, je vous demande, chacun dans son pé-

rimètre de compétence syndicale, d'engager des réflexions, des débats, de proposer des voies et moyens pour plus de sécurité des travailleuses et travailleurs, des FAMA, des familles ayant perdu, qui un mari, qui un père, qui un fils. Le peuple a besoin de paix et de sécurité, le syndicalisme sous la bannière de l'UNTM ne manquera pas de jouer tout son rôle. Mobilisons-nous, dussions-nous faire de grèves. Dans cette perspective, puisque le Gouvernement de la transition est irrespectueux des lois et décrets du pays, le Bureau Exécutif a déposé un préavis de grève. Ce préavis sera le dernier, car une structure de conjonction sera mise en place. Elle, et elle seule décidera de la conjonction des forces. Nous y travaillerons !

Un signal fort qui aurait dû entraîner le déclin pour tout responsable consciencieux des enjeux en cours. C'est dire, en fin de compte et de tous les contes, que les autorités de la transition, toujours plus promptes pour ce qui concerne leurs intérêts, mais moins regardant aux besoins et préoccupations essentielles des maliens, plus particulièrement des travailleurs du Mali, n'ont pu se départir de leurs péchés mignons : le mépris et le mensonge !

■ Yama DIALLO



Mali : La junte militaire confrontée à sa propre survie !

Avec la fin du Ramadan, Bamako sort de son sommeil. Les militaires au pouvoir affrontent à la fois la grogne sociale et un sérieux malaise au sein de leur propre armée

La junte militaire qui s'est imposée au nom d'une recomposition politique à venir doit déjà se préparer à affronter toutes sortes de mécontentements sociaux, politiques et sécuritaires. De la manière dont les autorités géreront ces mouvements de colère dépendra leur survie. Faute de quoi, le Mali pourrait replonger dans une nouvelle grave crise de gouvernance

Que tout change pour que rien ne change!

Que cherchait donc ce quarteron de colonels lorsqu'il a pris le pouvoir en août 2020 ? A remettre le Mali sur les rails de l'ordre, de la justice ? En réalité, les plus avisés ont compris très vite que ces jeunes officiers n'étaient pas des révolutionnaires, qu'ils n'avaient pas le projet de « balayer la maison » à la manière de Thomas Sankara ou de Jerry Rawlings.

Le retour de l'ancien patron de la Sécurité d'Etat, fidèle de l'ex président Ibrahim Boubar Kar Keita, la semaine dernière, montre les limites du Mali des colonels. Moussa Diawara qui avait fui le pays après le putsch est arrivé

à Bamako sans être inquiété. Lui qui avait enflammé les réseaux sociaux avec les images de son anniversaire fastueux dans un pays en proie à la misère, s'apprête à marier son fils en très grandes pompes... sous la protection de l'armée qui garde sa maison !

Des parachutes dorés

Il semble que les militaires au pouvoir ainsi que le Président Bah Ndaw et son Premier ministre Moctar Ouane, vivent dans une bulle, coupés des dures réalités. Alors que le pays est sens dessus dessous, les colonels ont deux préoccupations majeures : assurer leur avenir judiciaire et financier. Ils n'ont pas encore réussi à faire voter, par le Conseil National de Transition (CNT), la loi d'amnistie qui devait, selon l'article 23 de la charte de la transition d'octobre 2020, garantir leur immunité. En revanche, le président du CNT, le colonel Malick Diaw a défrayé la chronique en s'appropriant à faire voter une loi « anti-précarité » pour les anciens présidents du parlement. Devant le tollé soulevé par ce parachute doré auto accordé, les autorités ont reculé, cependant elles continuent à s'octroyer des postes et militarisent toutes les fonctions administratives. Ainsi après avoir nommé des militaires comme gouverneurs de région, ce sont les médecins chefs du CHU de Bamako et de

l'Institut national de santé publique qui ont été remplacés par des médecins des armées.

Colère sociale et exaspération politique

Pendant ce temps, la tempête sociale approche. L'UNTM, le plus grand syndicat du pays, a déjà déposé un préavis de grève qui commence à partir du 24 mai. Elle a été immédiatement suivie par la police nationale, la pénitencière et même les personnels des Affaires étrangères, c'est dire si la colère monte...

Mais c'est sans conteste sur le front politique que la transition a le plus de souci à se faire. C'est peu de dire que la sous-traitance de l'élaboration du projet d'une nouvelle Constitution à l'Institut Tony Blair passe mal. Le 10 mai, lors de sa rencontre avec le médiateur de la Cedeao, l'ancien président Goodluck Jonathan, la figure de proue du M5, Choguel Maïga, a déclaré : « Après plus de 60 ans d'indépendance, une telle décision est une véritable injure à l'intelligence de notre peuple, à l'honneur et à la dignité des cadres maliens qui ont donné la preuve de leur engagement et de leur savoir-faire en élaborant les Constitutions des 1ère, 2ème et 3ème République. »

Un découpage administratif inutile

Un autre feu couve sous la cendre, celui du découpage administratif. Pourquoi diable la transition s'est-elle lancée dans cette réforme complexe et longue au lieu de la laisser au prochain gouvernement légitimement élu ?



Mystère. Ce projet de réorganisation territoriale qui voit les régions passer de 10 à 20, ne tient compte ni de la géographie ni des populations. De plus, le Sud est largement favorisé par rapport au Nord ce qui a pour effets de créer des tensions communautaires, des frustrations totalement inutiles actuellement.

La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) qui pourtant participe au gouvernement, puisque trois de ces cadres ont des postes ministériels, s'est fendue d'un sévère communiqué : « En procédant ainsi, les autorités de la transition ne semblent pas mesurer l'enjeu et le danger qu'une telle démarche pourrait engendrer pour la paix déjà fragile. Elles ne semblent pas non plus comprendre que sous aucun prétexte, la CMA et l'ensemble des populations de l'Azawad ne sauraient laisser passer cette farce. »

« Des supplétifs de l'armée française »

Moins visibles mais tout aussi dangereuses, sont l'irritation, l'insatisfaction et la fatigue qui règne dans les rangs des Forces Armées maliennes (FAMA). Il ne se passe pas une semaine sans que plusieurs soldats meurent en opérations. En outre, elles n'ont vu aucune amélioration de leur sort depuis l'arrivée des colonels au pouvoir.

De plus, la transition entretient d'excellentes relations avec la hiérarchie de Barkhane qui pousse les soldats maliens à en faire toujours plus, au point que ceux-ci ont la désagréable impression d'être devenus, selon l'expression d'un officier : « des supplétifs de l'armée française ». A Paris comme au Mali, ça râle dans les rangs de la grande muette.

Avant son renversement, le président Ibrahim Boubacar Keïta était confronté à des problèmes socio-politiques et sécuritaires identiques. Les mêmes causes ne vont-elles pas produire les mêmes effets ? Combien de temps la transition pourrait-elle tenir encore ?

Source : Mondafrique

Non-bancarisation des paiements des militaires : L'UE bloque 56 milliards FCFA

En 2020, l'UE a débloqué 38 millions et demi d'euros frais à mettre directement dans la poche du Mali. Mais, cette somme attend toujours. Car, des conditions fixées en commun n'ont toujours pas été remplies par la République des colonels. La principale, selon nous, étant la non-bancarisation des salaires des militaires.



D'habitude, lorsque l'Union Européenne (UE) suspend le versement d'une somme dans le Trésor d'un pays faute de conditions non remplies, elle ne l'ébruite pas. Elle garde le secret entre elle et le pays concerné.

Cette loi non écrite, c'est une première historique, n'a pas été observée cette fois ci dans le cas du Mali. Au contraire. La décision de suspendre une enveloppe (très épaisse), jusqu'à la satisfaction des conditions par la partie malienne, a été claironnée sur les toits de France et de Navarre.

En cause principalement, selon notre compréhension, le retard accusé dans la bancarisation des salaires des militaires. Donc l'opacité, la non-transparence et l'impossibilité de traçage des salaires. Car, les officiers et soldats maliens sont payés à la fin du mois comme les manœuvres journaliers d'un chantier : de l'argent liquide main à main.

De toute évidence, l'UE avait fondé sur nos colonels beaucoup d'espoir pour être plus trans-

parents que le brouillon IBK. Et de toute évidence, elle a été profondément déçue. Et elle est venue nous le dire. Sans gants et sans diplomatie.

La tournée de mise des horloges à l'heure

Le Haut représentant, vice-président et chef de la diplomatie européenne, Josep BORRELL, était en tournée dans le Sahel, vers la fin avril 2021. Il a séjourné, dans ce cadre, en Mauritanie, au Tchad et au Mali.

L'objectif déclaré de l'étape malienne, selon l'espagnol membre du PSOE (parti socialiste) : « Je suis venu présenter la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour le Sahel et souligner l'importance que nous accordons à cette transition (...) qui ne peut pas être une transition de plus. Il faut un sursaut, un bond en avant » (interview accordée à Jeune Afrique). L'UE veut accompagner les réformes institutionnelles envisagées par le régime militaire,

mais exige davantage de gages. De quels gages s'agit-il ?

« Pas de gages, mais des constats surtout », rectifie le diplomate, avant de souligner deux domaines de ces constats. D'une part, les réunions tenues par les différentes parties prenantes dans le cadre de « L'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger » et de l'autre, de la bancarisation des paiements à l'armée.

« Nous finançons ces réunions. On ne peut pas se contenter de réunions sans résultats. Il faut des avancées mesurables ». Pour le second, le haut représentant évoque et insiste sur la bancarisation des paiements à l'armée.

Le système actuellement en vigueur serait, selon lui, « un modèle de paiement ni contrôlé, ni contrôlable ». Il insiste alors avec vigueur : « Il faut informatiser comme dans les pays modernes. On peut dire facilement si c'est fait ou pas ».

Le gouvernement du Mali n'est pas le seul acteur pour la réussite de cet accord. Mais, une partie prenante parmi une multitude d'autres. Et il est loin d'être l'élément le plus déterminant, le plus loyal qui a accepté, jusqu'à l'acceptable des sacrifices, pour la réussite de l'accord.

Cet aspect constitue donc moins d'obstacles

pour la suspension des 38,5 millions € que la non-bancarisation des salaires des militaires.

En effet, le versement des salaires des militaires se fait toujours en liquide. Même pour ceux déployés sur le terrain. Ce modèle crée l'opacité et l'incapacité d'évaluation. Il ouvre la porte aux malversations.

Mafia, magouilles et détournements colossaux

Début 2020, le détournement de 44 milliards de FCFA, au sein de l'armée, de paies et primes, a fait les Unes des journaux. Favorisé par les faux et doubles bulletins de paie : la Fiche 1 reçue par le militaire et la Fiche 2 remise à la banque. La différence entre les deux de 92 668 francs par soldat prend une direction inconnue.

Nous avons aussi, au sein de l'armée malienne, des fraudes massives, des recrutements non faits et du gonflement des effectifs.

En 2015, la masse salariale est passée de 65 milliards à 156 milliards FCFA par des recrutements massifs non faits. C'est ainsi, de fil en aiguille, en 2019 qu'un rapport de Amnesty préconise un système de paiement électronique.

Le 3 juin 2020, la Dirpa (Direction de la com.

de l'armée) tient une conférence de presse pour dire que le processus de bancarisation est en cours et était approuvé par « l'immense majorité des militaires », presque 100%.

Les expérimentations ont eu lieu en effet poururrer nos bailleurs. Elles se sont avérées concluantes et la décision fût prise de l'étendre à tous. L'instruction fût alors donnée à tous les militaires de se doter d'un compte bancaire. Mais, la petite minorité qui profite de l'opacité fait blocage.

SK est adjudant-chef, il fait partie de l'équipe qui emmène leurs salaires aux militaires au front et est farouchement opposé à la bancarisation. Encore jeune, il a déjà « fait beaucoup de réalisations ». Ceci explique peut-être cela. Mais, l'UE, beaucoup impliquée dans la formation de nos soldats, semble en avoir assez, de ces malversations synonymes de versement des efforts dans un tonneau de Danaïde. Contrairement à Macron, qui a félicité les colonels pour avoir réussi en trois mois, ce que Boua (IBK) n'avait réussi en trois ans, l'UE tape sur la table et exige la bancarisation.

En attendant, les 38,5 millions € ... attendent notre bonne volonté de transparence.

■ Amadou TALL





Démission du Gouvernement : Pour rien ?

Mais pour quelles raisons donc le Président de la Transition Bah N'Daw et Moctar Ouane ont monté le coup de

la démission-reconduction du Premier Ministre à l'insu de tous y compris de leurs « tuteurs de Kati ? ». L'opération pour l'instant semble

faire pchiiiiit car non seulement la grève de l'UNTM n'a pas été suspendue mais en plus le M5-RFP décide de ne pas « s'associer à des combinaisons dont il ignore tout des tenants et aboutissants ».

Lire en encadré.

■ **Moctar Sow**

Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

COMMUNIQUE N°018 - CS/M5-RFP SUITE A LA DEMISSION-RECONDUCTION DU PREMIER MINISTRE DE TRANSITION

Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) a appris le vendredi 14 mai 2021 sur les médias nationaux la démission du Gouvernement de transition et celle du Premier ministre Moctar OUANE, immédiatement reconduit dans ses fonctions par le Président de la Transition. Réuni en session extraordinaire ce samedi 15 mai 2021, le Comité Stratégique du M5-RFP prend acte de cette démission, et rappelle qu'il n'a été ni consulté ni associé à ce changement, qui, de toute manière, ne répond ni à ses attentes ni à ses dix (10) mesures formulées le 6 mai 2021, lors de sa rencontre avec le Président de la Transition, Bah

N'DAW.

Pour le M5-RFP, ces mesures énoncées resteront lettres mortes aussi longtemps que la réalité du pouvoir sera détenue par la Junte militaire.

Le M5-RFP estime également que la problématique du Conseil national de transition (CNT), illégitime et illégal, restera entière jusqu'à sa dissolution.

Au-delà, le M5-RFP, qui, en l'état, reste en total désaccord avec la trajectoire de la Transition imprimée précisément par le Premier ministre reconduit, ne saurait s'associer à des combinaisons dont il ignore tout des tenants et aboutissants.

Aussi, le M5-RFP, conformément à son programme de mobilisation et de manifestations populaires déjà annoncé, invite toutes les Militantes et tous les Militants, et au-delà tout le Peuple malien de l'intérieur et de la Diaspora, à rester mobilisés et attentifs à ses mots d'ordre jusqu'à l'atteinte des objectifs de Rectification de la Transition pour la Refondation du Mali.

Bamako, le 15 Mai 2021

**Pour le Comité Stratégique du M5-RFP
Choguel Kokalla MAIGA**

Une histoire émouvante : « DEMAIN »



* Je m'appelle Tony Michael, je suis propriétaire d'une entreprise, aucun membre de mon personnel ne me connaissait en tant que propriétaire à l'exception du directeur et de la secrétaire. (Je leur avais dit de ne pas divulguer mon identité). *

* Je ne vais généralement pas en visite. *

* Un jour, j'ai visité l'entreprise et j'ai vu mon ex-femme, qui m'avait jeté hors de notre maison.

J'ai demandé au directeur et il m'a dit qu'elle faisait partie du personnel. *

* J'ai demandé au directeur de la promouvoir au rang d'agent du personnel, de lui donner une voiture, un bungalow, un garçon de jardin, des services de sécurité et d'autres avantages. Une position imméritée. cependant, il a fait comme j'ai décidé. *

* Un mois plus tard, j'y suis allé en tant que demandeur d'emploi.

Dès qu'elle m'a vu avec mon CV, elle m'a rejeté catégoriquement, m'a jeté mon CV au visage, l'a immédiatement récupéré du sol, l'a déchiré et jeté à la poubelle.

Après m'avoir rappelé tout mon passé, elle m'a informé que je n'obtiendrais jamais d'emploi ni d'opportunité dans l'entreprise. De plus, elle a juré sur le ciel et la terre que tout cela arriverait.

Elle a déclaré avec audace que la seule façon pour moi d'obtenir un emploi dans l'entreprise était de passer sur son cadavre. *

* Je suis revenu le lendemain avec une autre demande et je me suis mis à genoux pour la

supplier, mais elle a refusé et a craché dans la poubelle et a dit que même si j'étais le seul pont à traverser pour venir travailler, elle opérerait pour un bateau et a appelé les agents de sécurité pour me jeter dehors. Alors je suis parti.

* Lundi, je suis allé dans l'entreprise sous ma véritable identité et suis entré dans son bureau avec le Manager qui m'a présenté à elle, elle s'est rapidement agenouillée en pleurant et en me suppliant d'oublier " l'injure du pont". Elle m'a informé que toute sa famille dépendait d'elle pour survivre.

Si son emploi était résilié, a-t-elle ajouté, la vie serait absolument horrible non seulement pour elle mais aussi pour toute sa famille.

Elle a même promis de se remarier avec moi. *

* Nous sommes restés tous les deux immobiles et sans voix, ce qui a laissé le directeur perplexe. *

* Beaucoup de choses ont commencé à tourner dans ma tête.

Dois-je appeler la police ?

Dois-je la retirer de son poste actuel et de son ancien poste ? Dois-je annuler les avantages non admissibles qui lui furent accordés? Dois-je accepter une telle femme?

* Je suis toujours indécis à son bureau. *

* Si vous étiez à ma place, que feriez-vous? *

* IL Y A DEMAIN *

* Chaque fois que vous avez affaire à des gens, vous devez toujours vous rappeler qu'il y a demain.

Il se peut que vous ayez besoin de l'aide des

personnes qui vous demandent votre aide aujourd'hui, alors aidez autant que vous le pouvez. *

* La vie est comme une roue en mouvement, parfois vous êtes en haut et parfois vous êtes en bas. Parfois, nous détruisons les ponts dont nous pourrions avoir besoin pour nous aider à repasser demain. Nous agissons parfois comme si nous n'avions jamais besoin de l'aide de personne. Souviens-toi qu'il y a demain. *

* Joseph a aidé l'échanson en prison et plus tard l'échanson a mis en relation Joseph avec Pharaon. Imaginez ce que la femme de Portiphar a ressenti lorsqu'elle a appris que Joseph était maintenant le gouverneur d'Égypte, après l'avoir faussement accusé.

Le frère qui a vendu Joseph a fini par être nourri par lui. Ne pensez jamais à aller à l'extrême avec vos oppresseurs, ils pourraient être des sauveteurs demain. Rappelez-vous toujours qu'il y a demain et qu'il viendra sûrement.

* Le peu d'aide que vous donnez aux gens aujourd'hui vous profitera demain. *

* Que Dieu touche votre cœur pour vivre votre vie en sachant qu'il y a demain. *

* Dans tout ce que vous faites, souvenez-vous toujours qu'il y a demain. *

* Passez un moment béni et Veuillez partager avec les autres pour qu'ils sachent QU'IL Y A DEMAIN.



Le Congo-Brazzaville : Nomination d'un nouveau gouvernement

Trois jours après avoir été nommé Premier ministre, Anatole Collinet Makosso a formé son équipe gouvernementale, dans laquelle figure notamment un des enfants du chef de l'Etat Denis Sassou-Nguesso et un responsable de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), principale formation d'opposition.

Le nouveau gouvernement compte 36 membres dont quatre ministres d'Etat. On y trouve huit femmes.

Onze personnalités font leur entrée dans cette équipe qui a plusieurs défis socio-écono-

miques à relever. L'entrée la plus remarquée est celle de Denis Christel Sassou-Nguesso. Fils du chef de l'Etat, il hérite d'un portefeuille fraîchement créé, celui de la Coopération internationale et de la promotion du partenariat

public-privé.

Autre entrée remarquable, celle d'Honoré Sayi, député et président du groupe parlementaire d'opposition de l'UPADS à l'Assemblée nationale. Cet enseignant de philosophie devient ministre de l'Energie et de l'hydraulique.

Ministre des finances entre 2002 et 2005, Rigobert Roger Andely retrouve ce poste. Sept personnalités ont été remerciées ; au nombre desquelles Henri Djombo qui a été ministre sans discontinuer depuis 1997.

Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a reçu pour consigne de mettre son équipe au travail « sans délais ».

Source : RFI

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE :
48 MALIENS
PERISSENT EN MER

Covid-19 : Un milliardaire veut aider l'Afrique du Sud dans la production de vaccins

Le président sud-africain craint la création d'une forme « d'apartheid vaccinal ». Selon l'OMS, moins de 2% des doses administrées dans le monde l'ont été sur le continent africain. L'Afrique du Sud est d'ailleurs à l'origine de la requête auprès de l'OMC pour réclamer la levée des brevets sur les vaccins. Et pour aller plus loin, un milliardaire originaire du pays a annoncé cette semaine vouloir l'aider à devenir leader dans la production.

Selon les experts, une possible levée des brevets sur les vaccins ne suffira pas à faciliter la création d'unités de production. Il faudra aussi développer les connaissances et les technologies et c'est bien ce qu'espère réaliser le milliardaire Patrick Soon-

Shiong, dans son pays natal, l'Afrique du Sud, grâce à une promesse d'aide de 170 millions d'euros.

L'ancien chirurgien installé aux États-Unis, et qui a fait fortune dans les biotechnologies, estime que son pays d'origine possède « la

science, le capital humain, les capacités et le désir » pour être porteur des innovations vaccinales sur le continent.

Patrick Soon-Shiong souhaite aller plus loin que les vaccins actuellement sur le marché : il aimerait voir l'Afrique du Sud produire un jour de A à Z des vaccins de deuxième génération, plus efficaces contre les variants et notamment celui que développe en ce moment son entreprise, ImmunityBio, qui a signé un accord avec l'institut sud-africain Biovac.

Pour l'instant, seule l'usine d'Aspen produit des vaccins dans le pays, en assemblant les composants de l'entreprise Johnson&Johnson. L'Afrique du Sud craint par ailleurs l'arrivée d'une troisième vague, alors que le nombre de cas positifs repart doucement à la hausse et flirte avec la barre des 3 000 tests positifs quotidiens.

Source : RFI



Mondial 2022 : La CAF confirme le report des éliminatoires et fixe un calendrier

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) s'est réuni à Kigali, au Rwanda, samedi 15 mai. Des décisions ont été prises concernant l'organisation d'événements majeurs sur le continent. Le report des éliminatoires de la zone Afrique pour la Coupe du monde 2022 a bien été confirmé : les matches auront lieu fin 2021 et début 2022.

La réunion qui s'est tenue à Kigali samedi a attiré du beau monde. Paul Kagame, le président du Rwanda, et Aurore Mimoso Munyangaju, la ministre des Sports du Rwanda, ont accueilli Gianni Infantino, le président de la Fifa, et Patrice Motsepe, le nouveau président de la CAF, pour un sommet du Comité exécutif de la CAF (COMEX). À cette occasion, Paul Kagame a tenu à « mettre l'accent sur le rapport entre le football et le développement en Afrique », indique le communiqué de la CAF.

Coupe du monde 2022: les éliminatoires en septembre, octobre et novembre 2021, puis en mars 2022

Plusieurs sujets ont été abordés lors de cette réunion à Kigali. Il a notamment été question des éliminatoires de la zone CAF pour la Coupe du monde prévue au Qatar du 21 novembre au 18 décembre 2022. Comme RFI l'avait annoncé début mai, la phase de groupes des qualifica-

tions africaines n'aura pas lieu en juin 2021. Le COMEX a confirmé ce report.

Les rencontres se tiendront finalement « durant les fenêtres internationales de septembre, octobre et novembre 2021, ainsi que de mars 2022 », annonce la CAF. Selon toute vraisemblance, en mars 2022, auront lieu les matches de barrages à l'issue desquels on connaîtra les cinq pays africains qui disputeront le Mondial 2022.

La finale de la Ligue des champions au Maroc, celle de la Coupe de la Confédération au Bénin. Le COMEX a également entériné les pays qui accueilleront les prochains événements importants du continent. On sait où aura lieu la finale de la Ligue des champions CAF 2020-2021, qui depuis l'année dernière, ne se joue plus que sur un seul match. Après l'Égypte en novembre dernier, la prochaine finale, prévue le 17 juillet 2021, aura lieu au Maroc.

La finale de la Coupe de la Confédération

2020-2021, qui se joue elle aussi sur un match unique depuis l'année dernière (elle avait eu lieu au Maroc), se déroulera au Bénin le 10 juillet 2021.

L'Égypte, elle, accueillera la finale de la Ligue des champions féminine CAF 2021. Le pays des Pharaons sera aussi en charge de l'organisation de la CAN des moins de 20 ans en 2023. La CAN des moins de 17 ans 2023, elle, aura lieu en Algérie. Enfin, la CAN de Beach soccer 2022 se passera au Mozambique.

Un Championnat panafricain interscolaire créé, des investissements pour le développement du foot et de l'arbitrage attendus

Outre ces décisions, le COMEX a annoncé que la Fondation Motsepe avait fait un don de 10 millions de dollars à la CAF. Cette somme doit financer le Championnat panafricain interscolaire CAF-Fifa, lequel a vu son intégration aux compétitions de la CAF approuvée par le Comité.

Le Comité a également annoncé un « projet de financement » pour améliorer les infrastructures de football en Afrique. Coût estimé : un milliard de dollars. Ce projet doit maintenant « faire l'objet d'un examen approfondi ». Autre projet évoqué : un programme de formation d'arbitres au sein de la CAF, avec un budget d'un million de dollars par an. Le COMEX tient à « renforcer la professionnalisation de l'arbitrage en Afrique ».

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP